

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés :

1<sup>o</sup>) — L'arrêté n<sup>o</sup> 57 pris en conseil d'administration le 6 février 1932, par le Commissaire de la République au Togo, portant ouverture, au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires, exercice 1931, d'un crédit supplémentaire de 600.000 frs. au chapitre IV et annulation d'un crédit équivalent au chapitre V;

2<sup>o</sup>) — L'arrêté n<sup>o</sup> 91 pris, en conseil d'administration, le 3 mars 1932, par le Commissaire de la République au Togo, portant ouverture aux chapitres II et III du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires, exercice 1931, de crédits supplémentaires s'élevant respectivement à 400.000 frs. et 200.000 frs. et annulation de crédits équivalents au chapitre V.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 mai 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
DE CHAPPEDELAINE.

*ARRETE N<sup>o</sup> 57 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au budget spécial sur fonds d'emprunt.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 22 février 1931, autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine, de Madagascar, les Commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de 3.900.000.000 frs, promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 18 avril 1931 autorisant pour le Commissariat de la République française au Togo, la réalisation d'une tranche fixée à 27 millions;

Vu le décret du 23 juin 1931, autorisant l'ouverture des travaux d'infrastructure et de superstructure du chemin de fer du nord du Togo entre les kilomètres 0 et 67,500;

Vu le décret du 16 juillet 1931 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt pour l'exercice 1931;

Le conseil d'administration entendu;

Sauf approbation ultérieure par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Chapitre IV du budget spécial sur fonds d'emprunt — Exercice 1931 (Matériel et Matériaux) un crédit supplémentaire de 600.000 francs.

ART. 2. — Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire par une annulation d'égale somme au chapitre V (dépenses diverses) du même budget.

ART. 3. — Le chef du secrétariat général, ordonnateur-délégué sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera immédiatement exécutoire.

Lomé, le 6 février 1932.

R. DE GUISE.

*ARRETE N<sup>o</sup> 91 portant ouverture d'un crédit supplémentaire aux chapitres II et III du budget d'emprunt 1931 et annulation d'égale somme au chapitre V du même budget.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine, de Madagascar, les Commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de 3.900.000.000 francs promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 18 avril 1931 autorisant pour le Commissariat de la République française au Togo, la réalisation d'une tranche fixée à 27 millions;

Vu le décret du 23 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux d'infrastructure et de superstructure du chemin de fer du nord du Togo entre les kilomètres 0 et 67,500;

Vu le décret du 16 juillet 1931 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt pour l'exercice 1931;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre II du budget spécial sur fonds d'emprunt — Exercice 1931 (Personnel) — un crédit supplémentaire de 400.000 francs et au chapitre III du même budget (Main-d'œuvre) un crédit supplémentaire de 200.000 frs.

ART. 2. — Il sera pourvu à ces crédits supplémentaires par une annulation d'égale somme au chapitre V (dépenses diverses) du même budget.

ART. 3. — Le chef du secrétariat général, ordonnateur-délégué sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera immédiatement exécutoire.

Lomé, le 24 février 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé en conseil d'administration le 3 mars 1932).

**Maintien par ordre des fonctionnaires à l'expiration d'un congé.**

*ARRETE N° 389 promulguant au Togo le décret du 24 mai 1932, complétant le décret du 16 février 1932 relatif au maintien par ordre des fonctionnaires à l'expiration d'un congé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 24 mai 1932, complétant le décret du 16 février 1932 relatif au maintien par ordre des fonctionnaires à l'expiration d'un congé;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 mai 1932, complétant le décret du 16 février 1932 relatif au maintien par ordre des fonctionnaires à l'expiration d'un congé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juillet 1932.

R. DE GUISE.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu les décrets des 20 avril 1924 et 16 février 1932, modifiant l'article 77 du décret du 2 mars 1910;

Sur le rapport du ministre des colonies;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice des dispositions du paragraphe 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 77, du décret du 2 mars 1910, modifié par les décrets des 20 avril 1924 et 16 février 1932 relatives au maintien par ordre, est étendu aux fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux, y compris le personnel détaché des cadres métropolitains rémunérés sur les budgets locaux, se trouvant dans les colonies, en instance de retraite, sous réserve que leur utilisation dans la colonie où ils résident ne puisse être admise par le gouverneur de cette colonie.

ART. 2. — Le gouverneur de la colonie sur le budget de laquelle le fonctionnaire est rétribué sera qualifié pour annoncer le maintien par ordre aux colonies pour une durée de trois mois. Pour toute durée supérieure une décision ministérielle sera nécessaire.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

• Fait à Paris, le 24 mai 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
DE CHAPPEDELAINE.

**Personnel du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux**

*ARRETE N° 362 promulguant au Togo le décret du 25 mai 1932 modifiant le décret du 9 mai 1929 portant organisation du personnel du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 mai 1932 modifiant le décret du 9 mai 1929 portant organisation du personnel du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 mai 1932 modifiant le décret du 9 mai 1929 portant organisation du personnel du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1932.

R. DE GUISE.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 29 avril 1929, portant création d'un service météorologique colonial;

Vu le décret du 9 mai 1929, portant organisation du personnel du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux, modifié par les décrets des 7 février et 19 avril 1930 et 3 mars 1931;

Sur la proposition du ministre des colonies;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le quatrième alinéa de l'article 15 du décret du 9 mai 1929 est complété comme suit :